

Budget—M. Siddon

Le pourcentage de l'impôt des salariés augmente de plus en plus dans le pays et détruit l'encouragement. La seule façon alors de réussir tant bien que mal à équilibrer le budget est de s'endetter davantage.

Pour en revenir un instant à la question des investissements étrangers, les tenants de certaines doctrines politiques dans le pays considèrent le mot profit comme un anathème, qu'il soit réalisé au Canada ou ailleurs, parce que ce profit va à quelqu'un. Je préférerais que ce soit des Canadiens qui réalisent un profit pour que nous ayons des industries productives plutôt que d'être, comme maintenant, à la merci des prêteurs étrangers qui nous accablent d'intérêts exorbitants. Ils nous permettent de perpétuer chez nous un faux sentiment de sécurité et de prospérité qui repose entièrement sur des dettes. Cette attitude consistant à permettre une imposition croissante des salariés ordinaires dans notre pays se rattache essentiellement aux théories de Keynes, selon lesquelles nous pouvons continuer à emprunter de plus en plus et à imprimer des dollars. Mais tôt ou tard, quelqu'un va encaisser les profits et nous serons tellement endettés que nous allons devoir dresser des barrières, des droits de douane de plus en plus élevés pour payer les hauts salaires tout en devant accepter la faible productivité qu'entraîne une société peu soucieuse de rendement, où il importe peu si l'on travaille ou non. Qu'advient-il alors de nous? Pensons un instant au cas des pays du bloc soviétique. J'estime que si nous chérissons notre liberté, nous ne pouvons nous permettre de tels obstacles autour du Canada. Nous devons entretenir des relations commerciales dans le monde entier sur la base de la concurrence. Notre main-d'œuvre doit travailler pour des salaires qui restent concurrentiels et notre système fiscal doit pouvoir soutenir la concurrence de celui de notre plus proche voisin, les États-Unis.

● (1632)

Je n'ai guère abordé de questions précises, mais j'aimerais—

M. l'Orateur adjoint: Je crains que le député n'en ait pas le temps. Son temps de parole est écoulé.

M. Siddon: Je voudrais pouvoir conclure mes propos, monsieur l'Orateur.

M. l'Orateur adjoint: Il faut pour cela le consentement unanime. La Chambre consent-elle à ce que le député puisse conclure ses propos?

Des voix: D'accord.

M. Siddon: Je ne crois pas que nous voulions d'un système monétaire à double parité qui oblige les gens à rester chez eux. Je crois que nous devrions nous montrer réceptif à certaines des choses que le premier ministre préconise. Nous devrions, selon lui, accepter davantage d'autoritarisme dans notre société, un système démocratique qui permette à un parti de gouverner seul, ce qui semble être l'un de ses concepts, et nous devrions reconnaître que nous nous dirigeons peut-être dans une direction différente de celle que nous envisagions à l'origine. J'invite les députés à y songer et à se rendre compte qu'on ne saurait considérer que ce budget s'attaque vraiment aux problèmes qui affligent notre économie.

L'hon. Len Marchand (ministre d'État (environnement)): Merci, monsieur l'Orateur. Je souffre d'une extinction de voix aujourd'hui, si bien que je ne sais pas combien de temps je pourrai garder la parole, mais je ferai de mon mieux. Tout d'abord, je voudrais féliciter le député de Burnaby-Richmond-

Delta (M. Siddon) qui vient de se rasseoir. Il s'agit, paraît-il, de son premier discours à la Chambre.

Une voix: Non.

M. Marchand: Les premiers discours d'un député à la Chambre des communes constituent toujours des événements. Je ne peux certes pousser la gentillesse jusqu'à dire que je suis d'accord avec tout ce qu'il a affirmé. J'ai fort bien connu Tom Goode et John Reynolds qui ont été ses prédécesseurs à la Chambre pour la circonscription de Burnaby-Richmond-Delta. Ils ont été tous les deux d'éminents députés et ils se sont toujours conduits à la Chambre de façon très honorable. J'espère que le député aura à cœur de faire honneur à ses prédécesseurs en respectant, naturellement, les grandes traditions de la Chambre.

Avant de consulter mes notes, je tiens à dire, de façon générale, qu'en tant que représentant de la Colombie-Britannique, je me réjouis d'un certain nombre d'éléments de ce budget. Une partie du budget qui me satisfait particulièrement est celle qui a trait à l'industrie minière. Si quelque chose avait besoin d'être relancé en Colombie-Britannique, c'était bien le secteur minier. Ce secteur très important au Canada tient beaucoup de place dans l'économie de la Colombie-Britannique. Et en ce qui concerne plus particulièrement mon coin, il joue un rôle très important dans la vie économique de Kamloops-Cariboo.

Certains ont dit de l'autre côté que le budget présenté par le ministre des Finances (M. Chrétien) était timoré et sans imagination. Bien sûr, on trouvera toujours de l'autre côté des gens pour dire qu'il n'est pas allé assez loin en direction de leurs objectifs à eux. Si le budget fait preuve de prudence, je n'en ferai pas reproche à mon collègue, étant donné que la voie est périlleuse entre l'inflation, le chômage, le développement économique et la tenue de notre dollar sur les marchés étrangers. Ce qu'il ne faut surtout pas, ce sont les envolées d'imagination commises par certains députés de l'opposition, jamais à court de solutions quand il s'agit de la gestion financière du pays.

Il y a un autre point à l'égard duquel le ministre des Finances et le président du Conseil du Trésor (M. Andras) estiment à juste titre qu'il faut faire preuve de prudence et de modération. C'est le total des dépenses publiques. Nous avons réduit de 2.5 milliards les dépenses prévisionnelles de 1979-1980. Cette décision douloureuse à prendre s'inscrit dans le cadre de l'effort entrepris pour ramener à de plus justes proportions les dépenses publiques.

Mon ministère, celui de l'Environnement a, bien sûr, fait sa part non négligeable d'ailleurs, pour la réalisation des coupures qui s'imposaient. Les dépenses prévues pour l'an prochain seront réduites de plus de 40 millions, et si certains pensent qu'il s'agit de compressions verbales, je me ferai un plaisir de leur prouver par le détail que ce n'est pas du tout imaginaire. Il n'est jamais facile de sabrer dans son budget, mais au ministère de l'Environnement nous avons compris la nécessité de le faire. Et plutôt que de nous priver de moyens, nous avons gratté le superflu pour ne conserver que l'essentiel. Chaque fois que c'était possible, comme dans le cas de la station forestière expérimentale de Petawawa, nous avons fusionné des programmes au lieu de les supprimer. Il est certain que les compressions ont été difficiles à réaliser, mais en les opérant nous n'avons pas voulu réduire notre activité. Au contraire